

Les gauches alternatives à la découverte des régions dans les années 1968

Tudi KERNALEGENN

Les gauches en France, qu'elles soient de tradition républicaine ou marxiste, ont traditionnellement considéré la France comme une nation une et indivisible, qu'il s'agissait d'uniformiser culturellement et linguistiquement, et d'administrer uniformément avec les mêmes lois pour tous. C'est ce qu'on peut appeler, faute de mieux, le « jacobinisme¹ ». Historiquement, les gauches françaises ont donc été peu sensibles (voire clairement hostiles) aux aspirations régionalistes, aux revendications de droits linguistiques différenciés et aux demandes d'autonomies régionales.

L'extrême gauche, cycliquement, a pu faire preuve toutefois d'ouverture sur ces questions – c'est-à-dire de positions hétérodoxes par rapport aux positions traditionnelles de la gauche française –, avant que les organisations qui la structurent adoptent des positions plus en phase avec la doxa² au fur et à mesure de leur intégration au système politique. Mentionnons ainsi Pierre-Joseph Proudhon qui, dans *Du principe fédératif* (1863), esquisse le modèle d'une France régionalisée, dans laquelle l'État fédéral serait formé de la réunion de douze ou quinze peuples. Il suggère une pyramide fédérale se constituant volontairement de bas en haut (communes, provinces, État fédératif) et fonctionnant sur le mode de la subsidiarité. Jean Jaurès, de même,

1. Jacques Julliard, *Les Gauches françaises (1762-2012). Histoire et politique*, Paris, Flammarion, 2012 ; Michel Vovelle, *Les Jacobins : de Robespierre à Chevènement*, Paris, Éditions La Découverte, 1999.

2. C'est-à-dire le discours dominant et méconnu comme tel, selon Pierre Bourdieu « tout l'ensemble de ce qui est admis comme allant de soi » ; cf. Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1984, p. 83.

se faisait au début du XX^e siècle le chantre des petites patries et de leurs langues et cultures³. Enfin, rappelons que le Parti communiste français (PCF), au début des années 1930, défendait les droits des minorités nationales, notamment l'Alsace et la Bretagne, affirmant leurs droits à l'autonomie et à la reconnaissance linguistique⁴.

Les années 1940 et 1950 se caractérisent par une sortie pour ainsi dire totale de la question régionale du débat politique légitime, toutes tendances politiques confondues, celle-ci étant condamnée par l'affichage « provincialiste » du régime de Vichy (alors que, paradoxalement, ce régime s'est en réalité caractérisé par un renforcement de la centralisation⁵) et la collaboration de nombreux régionalistes et nationalistes régionaux avec lui, voire avec l'Allemagne nazie⁶. Il faut attendre les années 1960, et tout particulièrement les années 1970, pour que les gauches s'emparent de la question régionale sous un angle politique, et pour la première fois de manière aussi forte et large⁷.

Il s'agira donc de comprendre ici les raisons de ce tournant des années 1968, qui fissure légèrement la « doxa jacobine » française, ainsi que les modalités de l'appropriation par la gauche de la gauche de cette question régionale en nous focalisant sur le pionnier que fut le Parti socialiste unifié (PSU). Enfin, nous nous pencherons sur le contenu idéologique et stratégique de ce régionalisme gauchiste.

LES CAUSES D'UNE REDÉCOUVERTE

Plusieurs raisons permettent de comprendre l'avènement en force des aspirations culturelles et politiques régionalistes dans les années 1960 et 1970, et leur appropriation privilégiée par les gauches alternatives. Évoquons tout particulièrement la « découverte » de l'aménagement du territoire dans les années d'après-guerre, les

3. Jean-François Chanet, Vincent Duclert (dir.), « Les “Petites patries” dans la France républicaine », in *Jean Jaurès – Cahiers trimestriels* n° 152, avril-juin 1999.

4. Olivier Moliner, « Les communistes français et la promotion des langues régionales dans la période avant et après la Seconde Guerre mondiale », *Arborescences : revue d'études françaises*, n° 1, 2011 ; Bernard Reimeringer, « Un communisme régionaliste ? Le communisme alsacien-lorrain », in Christian Gras, Georges Livet (dir.), *Régions et régionalisme en France du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Puf, 1977, p. 361-392.

5. Pierre Deyon, *L'État face au pouvoir local*, Paris, Éditions locales de France, 1996.

6. Christian Bougeard (dir.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, CRBC, 2002.

7. Laurent Jalabert, « Les socialistes et la régionalisation sous la V^e République (1958-2009) », *La Revue Socialiste*, n° 37, 2010.

changements socio-économiques des Trente Glorieuses, l'influence des luttes de décolonisation et enfin l'influence de Mai 68. La plupart de ces phénomènes ne sont pas spécifiques à la France et, de fait, les années 1968 se caractérisent par une vague de dynamisme et de valorisation des aspirations régionalistes dans tout le monde occidental, contexte international qui nourrit lui-même les gauches en France⁸.

En 1945, le nationalisme régional politique n'existe quasiment plus en France et survit sous une forme culturelle. C'est sous l'angle de l'aménagement du territoire qu'une timide contestation de la « doxa jacobine » réémerge sous la IV^e République. Jean-François Gravier publie *Paris et le désert français* en 1947, où il pointe les graves inégalités territoriales de développement économique entre les régions françaises et met en cause le fait que la région parisienne, qui a bénéficié d'une centralisation politique et économique séculaire, concentre l'essentiel des capitaux et des élites. Ces thèses influenceront la territorialisation de la planification économique, grâce notamment à Eugène Claudius-Petit, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme de 1948 à 1953⁹. Ces réflexions favorisent également l'émergence de mobilisations régionales notabillaires dans les années 1950, tout particulièrement en Bretagne avec le Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELIB), lobby territorial breton qui réunit l'ensemble des forces politiques et sociales de la région pour réclamer une déconcentration économique¹⁰. Dans cet élan sont mis en place, en 1955-1956, des programmes d'action régionale qui donnent lieu à un découpage régional de la France dans une perspective essentiellement économique et rationalisatrice (décret du 20 juin 1955). Toutes les réformes régionales ultérieures reprennent ce tracé originel. Cette régionalisation, même si elle ne reprend que rarement les limites des anciennes provinces et reste très technocratique et notabillaire, réhabilite d'une certaine manière le discours régional puis régionaliste, institutionnalisant une forme de régionalisation de la réflexion et de l'action politique en matière socio-économique. Il s'agit toutefois avant tout de mieux faire fonctionner la France en la rééquilibrant, et non de réhabiliter sa diversité interne, et encore moins de remettre en cause son unité intangible.

8. Tudi Kernalegenn, Joel Belliveau et Yann Fournis, « La Vague nationale des années 1960-1970. Regards croisés sur le Canada et l'Europe », numéro spécial de *Fédéralisme – Régionalisme*, vol. 12, n° 1, 2013.

9. Romain Pasquier, « La régionalisation française revisitée : fédéralisme, mouvement régional et élites modernisatrices (1950-1964) », *Revue française de science politique*, vol. 53, n° 1, 2003, p. 101-125.

10. Yann Fournis, *Les Régionalismes en Bretagne. La région et l'État (1950-2000)*, Bruxelles, Peter Lang, 2006.

Les changements socio-économiques profonds des années 1950 et 1960 sont un deuxième facteur expliquant le tournant régionaliste des années 1968. L'époque est marquée notamment par une croissance soutenue, l'entrée dans la société de consommation, la déstructuration des sociétés rurales, l'urbanisation accélérée, la sécularisation rapide de la société qui provoque une libération des consciences, et enfin l'essor de la scolarisation, notamment secondaire et universitaire¹¹. L'importance croissante des jeunes d'origine rurale ou ouvrière à l'université, et donc dans les milieux de gauche qui s'y développent, y introduit de nouvelles valeurs¹². D'autant plus qu'il s'agit d'une génération ayant très fortement vécu la rupture culturelle (y compris linguistique) qui a traversé le monde rural des années 1950-1960. Ces bouleversements de la vie quotidienne, plus brutaux et profonds dans les sociétés périphériques¹³, provoquent l'ébranlement des repères traditionnels, obligeant groupes sociaux et individus à réinterroger leur environnement dès lors qu'ils quittaient la reproduction de l'existant, qu'ils sortaient des cadres structurant les relations sociales. Face à la nouveauté, les cadres cognitifs préexistants n'étaient en effet plus adéquats.

Les luttes de décolonisation des années 1950 sont un autre facteur de réinterrogation du fait national. La guerre d'Algérie notamment a provoqué une reconfiguration de la gauche française, qui a été obligée de questionner son attachement à l'indivisibilité et à l'uniformité de la République, censée courir alors de « Dunkerque à Tamanrasset¹⁴ ». C'est le cas tout particulièrement du Parti socialiste unifié. Ce sentiment de continuité entre la décolonisation et la décentralisation prend de fait symboliquement la forme du transfert du champ lexical de la décolonisation à l'intérieur même de l'hexagone. Ainsi Michel Rocard, leader du PSU, parlera en 1966 de « décolonisation de la province¹⁵ », et l'occitaniste Robert Lafont forgera le concept de « colonialisme

11. Henri Mendras, *La Seconde Révolution française (1965-1984)*, Paris, Gallimard, 1994.

12. Louis Gruel, *La Rébellion de 68. Une relecture sociologique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

13. Par exemple, en Bretagne, la part du secteur primaire dans la population active passe de 40,52 % en 1962 à 16,54 % en 1982 (Jacqueline Sainclivier, *La Bretagne de 1939 à nos jours*, Rennes, Éditions Ouest France, 1989).

14. Michael Keating, « Do the Workers Really Have No Country? Peripheral Nationalism and Socialism in the United Kingdom, France, Italy and Spain », in John Coakley (dir.), *The Social Origins of Nationalist Movements: The Contemporary West European Experience*, Londres, Sage, 1992, p. 62-80.

15. Michel Rocard, « Décoloniser la province : rapport général proposé par le Comité d'initiative aux délibérations des colloques sur la vie régionale en France (1966) », in Georges Gontcharoff, Jean Le Garrec, Michel Rocard, *Décoloniser la province. La vie régionale en France*, Paris, Éditions Bruno Leprince, 2013.

intérieur¹⁶ », qui connaîtra un grand succès dans les années 1968. Le concept lui permet d'expliquer le sous-développement régional par la dépossession des populations autochtones sur leur économie au profit d'intérêts économiques externes : c'est l'exploitation de la périphérie par le centre. Les régions qui en seraient victimes, « régions prolétaires » (notamment la Bretagne, la Corse et l'Occitanie¹⁷), se verraient condamnées, selon un « schéma colonial classique », à la production et à la vente des biens primaires et à l'achat des biens transformés.

Le quatrième et dernier facteur important permettant de comprendre la temporalité de cette résurgence nationalitaire est Mai 68 et la fenêtre d'opportunité idéologique que l'événement a pu représenter. Louis Gruel souligne justement qu'au principe de la rébellion de Mai 1968 il y a eu un affaiblissement de l'objectivité du monde institué permettant la rupture de l'adhésion routinière à l'ordre des hommes et des choses¹⁸. Pour Boris Gobille également, Mai 68, en démasquant « l'arbitraire des conventions quotidiennes¹⁹ », « attaque les fondements normatifs même grâce auxquels, sur de multiples scènes sociales [...] s'imposait une hiérarchisation du monde social [...] entre dominants et dominés, professionnels et profanes, entre le "normal" et le "déviant", le légitime et l'illégitime²⁰ ». Ainsi, en dévoilant, ou prétendant dévoiler, l'arbitraire des normes qui régissent et régulent l'ordre social, d'autant plus prégnantes qu'elles sont naturalisées comme allant de soi, le mouvement critique de Mai-Juin 68 aurait travaillé à délégitimer ce qui se présentait et était perçu auparavant comme légitime. Mai 68 aurait donc été aussi, de manière inconsciente souvent, une légitimation de l'illégitime, une ouverture à la parole hétérodoxe, notamment aux revendications régionalistes, nationalitaires.

Ainsi, les années 1968 représentent une période historique où, plus qu'à tout autre moment, la doxa nationale française s'est trouvée affaiblie, où les discours subversifs (hétérodoxes) ont eu droit de cité, notamment concernant la question régionale. En outre, elles se caractérisent par le renouveau et la modernisation des cultures

16. Robert Lafont, *La Révolution régionaliste*, Paris, Gallimard, 1967.

17. À noter que dans le discours régionaliste, la Bretagne réfère systématiquement au territoire de la Bretagne historique, incluant donc la Loire-Atlantique. L'Occitanie réfère à l'ensemble territorial où la langue vernaculaire était une langue d'oc (ou occitan).

18. Louis Gruel, *La Rébellion de 68*, *op. cit.* (n. 12).

19. Boris Gobille, « La vocation d'hétérodoxie », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal, *Mai-Juin 68*, Ivry-sur-Seine, Les éditions de l'atelier, 2008, p. 288.

20. Boris Gobille, « Introduction », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal, *Mai-Juin 68*, *op. cit.*, p. 21.

populaires régionales, tout particulièrement en Bretagne, avec Alan Stivell ou Gilles Servat, et dans l'ensemble occitan, avec Claudi Martí²¹. Elles voient également l'émergence de partis autonomistes ou régionalistes sur des bases explicitement de gauche et progressistes. Mentionnons le Comité occitan d'études et d'action de Robert Lafont, créé en 1962, Enbata au Pays Basque français, en 1963, l'Union démocratique bretonne, en 1964, en Bretagne, ou encore le Front régionaliste corse, en 1966²².

Ces évolutions, bien que particulièrement remarquables, ne sont toutefois pas spécifiques à la France. L'affirmation régionaliste ou nationalitaire hexagonale s'inscrit en effet dans une « vague nationale » qui traverse alors tout le monde occidental, voire au-delà, de la Catalogne au Québec en passant par le pays de Galles ou les Maoris de Nouvelle-Zélande²³. Les revendications s'alimentent les unes les autres, par écho ou par solidarité. C'est le cas tout particulièrement des conflits basque, nord-irlandais et palestinien. Les causes sont largement similaires : les changements socio-culturels profonds provoqués par les Trente Glorieuses, les conséquences internes des luttes de décolonisation et des luttes anti-impérialistes et l'impact cognitif des luttes sociales et culturelles des années 1968 se retrouvent partout à un degré ou à un autre. La chronologie et la coloration idéologique de ces dynamiques sont très comparables également, s'inspirant des réflexions des nouvelles gauches et des gauches alternatives, influencées par le féminisme puis, au cours des années 1970, établissant un partenariat relativement poussé (et durable) avec les mouvements écologistes.

LE PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ : LE PRÉCURSEUR

S'il y a un parti qui symbolise l'intégration de la question régionale à gauche, c'est bien le PSU. Son élaboration doctrinale se fait en deux étapes, productrices de deux héritages. Progressivement, d'autres organisations d'extrême gauche intégreront également une réflexion en nouveauté sur la question régionale.

21. Philippe Martel, « Révolutionnaire ou nationaliste ? La poésie occitane après 1968 », *Terrain*, n° 41, 2003, p. 91-102.

22. Michel Nicolas, *Histoire de la revendication bretonne*, Spézet, Coop Breizh, 2007 ; Tudi Kernalegenn, Romain Pasquier (dir.), *L'Union démocratique bretonne. Un parti autonomiste dans un État unitaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

23. Tudi Kernalegenn, « Le réveil des revendications régionalistes et nationalitaires dans le monde occidental au tournant des années 1968 : analyse d'une "vague" nationale », in *Fédéralisme – Régionalisme*, vol. 12, n° 1, 2013.

Un parti socialiste à la découverte de la région (années 1960)

La question régionale n'est pas présente à l'origine du PSU. Malgré tout, le PSU se forme sur un terreau qui le prédispose à une approche en nouveauté de la question régionale. En effet, la rupture du Parti socialiste autonome (PSA, ancêtre direct du PSU) avec la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) en 1958 résulte principalement de deux points : la revendication de la paix en Algérie et le refus de la constitution de la V^e République – dénoncée comme monarchique –, qui placent l'anti-colonialisme et la revendication démocratique au centre de l'identité du futur parti²⁴.

Si, dès le début des années 1960, le PSU réfléchit à la question régionale, il affirme alors, dans la lignée des positions traditionnelles de gauche en France, que les problèmes régionaux ne peuvent en aucun cas être réglés au niveau régional car ils sont les conséquences du capitalisme et d'un gouvernement qui en est l'outil. Ils doivent donc être résolus au plan national, en mettant en place une politique socialiste. À partir de 1966, le PSU commence à élaborer une idéologie régionaliste beaucoup plus sophistiquée qui vise à prendre sa place dans son projet de socialisme moderne. Le grand tournant est le colloque de Saint-Brieuc des 26-27 novembre 1966, deuxième après Grenoble²⁵ d'une série de quatre rencontres organisées pour réfléchir à la refondation du socialisme, et à laquelle participent aussi bien la CFDT (Confédération française démocratique du travail) que des CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs) et de nombreux clubs. Ces rencontres eurent pour effet de renforcer l'identité idéologique du PSU, notamment par rapport à la FGDS (Fédération

24. Le PSU est créé en 1960 par la fusion du PSA avec l'Union de la gauche socialiste (UGS) et Tribune du communisme. Voir Tudi Kernallegenn, François Prigent, Gilles Richard, Jacqueline Sainclivier (dir.), *Le PSU vu d'en bas. Réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950 – années 1980)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009 ; Noëlline Castagnez, Laurent Jalabert, Marc Lazar, Gilles Morin, Jean-François Sirinelli (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013 ; Bernard Ravenel, *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire (1960-1989)*, Paris, La Découverte, 2016.

25. Si par la suite l'émergence de la question régionale en vient à symboliser l'esprit de Grenoble, cette question est alors singulièrement absente des principaux rapports, comme le déplore le maire de Grenoble, Hubert Dubedout. « Il y a dans ces textes un grand vide en ce qui concerne la vie régionale » accuse d'ailleurs *Le Monde* (2 mai 1966). Seule autre voix discordante, le géographe breton Michel Philipponneau, pour le club Bretagne et Démocratie, regrette quant à lui l'image « jacobine » de la gauche traditionnelle, et exhorte la gauche nouvelle à se pencher sur les problèmes de décentralisation. Le géographe breton conclut son intervention en proposant la mise sur pied, dans les mois suivants, d'une rencontre socialiste en Bretagne sur le thème de la région. La réceptivité de Pierre Mendès-France et de Serge Mallet à cette proposition permet l'organisation rapide du colloque de Saint-Brieuc quelque mois plus tard, suivi de deux autres colloques similaires à Lyon et Marseille.

de la gauche démocrate et socialiste) et au PCF, et d'y inclure de façon claire et solide le concept de région.

C'est le rapport de Michel Rocard, intitulé *Décoloniser la province*²⁶, qui marque les esprits lors du colloque de Saint-Brieuc. S'inspirant à la fois de Jean-François Gravier et de Robert Lafont, il combine une analyse rigoureuse du sous-développement régional et des propositions technocratiques mettant l'accent sur les questions d'aménagement du territoire plutôt que sur des changements institutionnels. Dès le discours de bienvenue du maire PSU de Saint-Brieuc Yves Le Foll, les hôtes bretons insistent toutefois sur la dimension démocratique de la question régionale. Jean Bars, professeur de philosophie issu de l'UGS (Union de la gauche socialiste), un des principaux acteurs de ce colloque, fonde la spécificité de cette approche bretonne dans une série d'articles dans *Combat socialiste* avant et après le colloque. Il y fait un lien essentiel entre la démocratisation, l'autogestion et l'échelon régional. Cette approche sera développée au cours des débats, dépassant le régionalisme technocratique de Michel Rocard. De fait, la motion finale appelle à la création de « véritables conseils économiques régionaux de caractère démocratique, et dès que possible, [à la mise sur pied] d'assemblées régionales élues délibérantes, chargées de contrôler des exécutifs régionaux qu'elle aura désignés ».

Après le colloque de Saint-Brieuc, la question régionale prend une place centrale dans l'identité du PSU, et plus particulièrement dans les régions périphériques, notamment en Bretagne, un des bastions du parti²⁷. Les élections législatives de 1967 permettent de mettre ce nouveau thème en évidence. C'est la première fois qu'un parti de gauche inclut la revendication régionale d'une façon aussi précise dans son programme, ce que le PSU ne manque d'ailleurs pas de souligner. Le Comité National déclare ainsi :

Le PSU [...] estime qu'une organisation régionale de la France est une des conditions de réalisation d'un socialisme démocratique. En effet, notre conception du socialisme suppose la mise en place, à différents niveaux de pouvoir, de décisions décentralisées et coordonnées²⁸.

La rhétorique régionaliste du PSU se base sur un corpus discursif clair visant à donner sens à un ensemble de problèmes sociaux. Des

26. Michel Rocard, « Décoloniser la province », art. cit. (n. 15).

27. Sur la Bretagne, voir Tudi Kernallegenn, « Le Parti Socialiste Unifié et la question régionale à travers l'exemple de la Bretagne », in Tudi Kernallegenn et alii (dir.), *Le PSU vu d'en bas, op. cit.* (n. 24), p. 129-150 ; sur la Corse, voir Jean-Claude Gillet, *Le Combat nationalitaire de la Fédération corse du Parti socialiste unifié (1960-1990)*, Ajaccio, Éditions Alain Piazzola, 2013 ; sur les Pyrénées-Orientales, voir Jean-Claude Gillet, *Le Parti socialiste unifié, une étoile filante dans l'univers politique de la Catalogne du Nord (1960-1990)*, Canet, Éditions Trabucaille, 2014.

28. Cité dans *Combat socialiste* n° 470, 12 octobre 1968.

thèmes sont mis en avant, qui reviennent de façon récurrente. C'est le cas par exemple, en Bretagne, de l'émigration bretonne vers l'agglomération parisienne provoquée par un chômage endémique du fait du manque déploré d'industrialisation, ou encore de l'écart des salaires entre les deux régions. Des propositions institutionnelles sont mises en avant, telle l'élection au suffrage universel d'une Assemblée régionale qui nommerait elle-même un exécutif régional ayant autorité sur les services de la compétence de la région. Le cadre national est dénoncé comme à la fois trop étroit et trop large ; ainsi, dès l'origine, la question régionale est liée à la question européenne. Pour autant, ce régionalisme qui s'impose au PSU est réformiste et non révolutionnaire. C'est un régionalisme fonctionnel légitimiste visant à un meilleur fonctionnement de la France et non à sa remise en cause.

À partir de 1966, le PSU intègre la région au cœur de son projet territorial et plus largement de son identité partisane. Il se distingue dès lors clairement du PCF et de la SFIO, comme de l'extrême gauche, imperméable à ces réflexions. Il est néanmoins rejoint dans cette évolution par la CFDT²⁹ et de nombreux clubs socialistes – mentionnons tout particulièrement le Club Bretagne et Démocratie de Michel Phlipponneau, ou encore le Club des Bonnets Rouges d'Yves Person et Louis Le Pensec – qui allaient participer à fonder le nouveau Parti Socialiste, notamment *via* la Convention des institutions républicaines³⁰.

La construction de la question des minorités nationales

En 1968, dans la foulée de Mai, le PSU connaît un nouveau bouleversement avec l'arrivée massive d'une nouvelle génération qui le bouscule et l'amène sur un chemin beaucoup plus révolutionnaire, dépassant le « socialisme moderne » (tel que l'imaginaient les organisateurs du colloque de Grenoble) par un retour au marxisme. Dans ce contexte, la question régionale perd un peu de sa centralité. Pourtant c'est du courant maoïste du PSU que revient la question régionale avec une nouvelle vigueur et surtout un style emphatique qui la retraduit en question nationale, avec les formules de « colonialisme interne », « minorités nationales », « lutte de libération nationale ».

29. Tudi Kernalégn, « Regions as Spaces for Social Movements: The Role of Trade Unions in the Construction of Territory », *Regional and Federal Studies*, vol. 20, n° 3, 2010, p. 371-387.

30. Laurent Jalabert, « Les socialistes et la régionalisation (1958-2009) », *La revue socialiste*, n° 37, 1^{er} trimestre 2010 ; Pierre Sadran, « Les socialistes et la région », *Pouvoirs* n° 19, 1981, p. 139-147.

Si, dès 1968, des débats avaient commencé à voir le jour autour de cette nouvelle approche de la question régionale, il faut vraiment attendre le congrès de Lille en juin 1971 pour qu'ils apparaissent au grand jour par le biais d'une multitude de motions provenant de Bretagne, du Pays Basque, de Toulouse ou encore de Lyon. À l'initiative du Breton Guy Caro, une motion de synthèse est votée à la quasi-unanimité du congrès affirmant :

Dans ce qu'on appelle la France, les formations politiques qui se réclament du mouvement ouvrier : social-démocratie, PCF, ont toujours considéré ce pays comme une nation une et indivisible, entité monolithique aux problèmes uniformes. La réalité est tout autre... Il est indispensable qu'aujourd'hui les problèmes de la colonisation de certaines régions et des minorités nationales soient posés d'une manière sérieuse dans ce parti. Sinon les grands thèmes débattus dans ce Congrès risquent de ne pas correspondre aux aspirations et aux intérêts du peuple travailleur de ces régions et par là même à la pratique des militants des fédérations confrontés à ce problème...

Cette motion débouche notamment sur la création d'une Commission « minorités nationales » en septembre 1971, qui contribue à l'animation et à la diffusion du débat sur la question dans et hors du parti, dont le principal animateur est longtemps Agustín Albero (alias Christian Guerche³¹).

En janvier 1972, suite aux travaux de cette Commission et à une Rencontre nationale sur les minorités ethniques à Narbonne (29-30 janvier 1972), le PSU déclare : « Nous soutenons l'exigence d'autodétermination des nationalités opprimées en France, y compris la reconnaissance du droit à l'indépendance³² ». La gauche du parti a un rôle primordial dans cette évolution. Ainsi en décembre 1971, elle consacre un double numéro de sa revue *Que Faire ?* au « colonialisme intérieur » et aux « minorités nationales » de l'Hexagone, qui témoigne bien de la conscience d'une double rupture, à la fois par rapport aux dogmes « jacobins » de la gauche française, mais aussi par rapport aux réponses « technocratiques » que proposait jusqu'alors le PSU à ces questions.

L'année 1972 renforce ce tournant dans l'acceptation et la diffusion d'un cadre d'analyse nationalitaire au sein du PSU. Elle se caractérise en effet par une succession de grands mouvements sociaux

31. Fils d'un républicain basque ayant fui le franquisme, Agustín Albero participa à la fondation du PSU, dont il fut un des dirigeants pendant deux décennies tout en ayant des liens forts avec le Parti communiste espagnol (PCE). Il joua ainsi un rôle de passeur des thèses de la gauche espagnole sur la question nationale au sein du PSU.

32. *Tribune socialiste*, n° 524, 3 février 1972.

régionalisés en Bretagne qui constituent un véritable électrochoc pour toute la gauche à l'échelle hexagonale. Mentionnons tout particulièrement la grève du Joint français en mars-mai³³. Dès lors, la question des minorités nationales est à l'ordre du jour du 8^e Congrès national du PSU, à Toulouse, les 9-11 décembre 1972, grâce notamment au lobbying de la gauche du parti, et plus particulièrement de la Gauche ouvrière et paysanne (GOP). Cette question se voit octroyer une place importante dans le manifeste qui y est adopté, *Contrôler aujourd'hui pour décider demain*, comme en témoigne l'extrait suivant :

Les minorités nationales [...] ont un rôle important à jouer dans le mouvement révolutionnaire. En effet elles posent avec acuité la question du développement inégal, conséquence de la loi du profit. Ces mouvements attaquent donc le capitalisme au plus profond de ses contradictions. En ce sens, ils sont un facteur important de radicalisation (comme au Joint français). Ils sont à même de joindre dans des luttes communes ouvriers et paysans, employés et petits commerçants, hommes et femmes, jeunes et vieux. Ils contribuent donc à l'unité populaire qui pourra seule dépasser les contradictions secondaires qui la traversent³⁴.

À la charnière des années 1972-1973, le PSU a donc clairement posé son approche nationalitaire, reconnaissant le droit à l'autodétermination pour les « minorités nationales », assumant la légitimité, et même la dimension révolutionnaire, de la « recherche d'une identité collective ». Si elles ne sont pas consensuelles au début, ces positions se renforcent et se diffusent tout au long de la décennie.

La diversité des extrêmes gauches

Les partis à la gauche du PSU investissent également dans les années post-1968 la question régionale sur des bases idéologiques

33. La grève du Joint français est une grève dure d'ouvriers spécialisés à Saint-Brieuc, qui dure presque deux mois (mars-mai 1972). Animée par la CFDT et le PSU, elle se caractérise par la mise en place de réseaux de solidarité dans toute la Bretagne (et même au-delà) et par un discours dans l'espace public qui prend une forte coloration régionaliste. Elle se termine par une victoire des grévistes, qui a un fort écho dans l'opinion, notamment à l'extrême gauche. Voir Vincent Porhel, « Un conflit comme révélateur : le Joint Français 1972-1980 » in Laurent Jalabert, Christophe Patillon (dir.), *Mouvements ouvriers et crise industrielle dans les régions de l'Ouest atlantique des années 1960 à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 101-112, et Tudi Kernallegenn, « Les territoires des mouvements sociaux. Analyse de l'inscription spatiale d'une grève ouvrière en Bretagne : le Joint français, Saint-Brieuc, 1972 » in Hélène Combes, David Garibay, Camille Goirand (dir.), *Les Lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Samaa*, Paris, Karthala, 2016.

34. *Manifeste du Parti socialiste unifié. Contrôler aujourd'hui pour décider demain*, Paris, Tema-éditions, 1972, p. 72.

similaires³⁵. Les plus précoces (1971) et les plus enthousiastes pour intégrer cette nouvelle thématique sont les militants maoïstes de la Gauche prolétarienne (GP), qui découvrent la question grâce aux luttes occitanes et bretonnes du Larzac et du Joint français notamment, et au réveil culturel de ces deux régions. Deux entrepreneurs politiques sont particulièrement influents et investis, les Bretons Jean-Pierre Le Dantec et Michel Le Bris³⁶, directeurs de publication successifs de *La Cause du peuple*, journal où s'expriment des positions très favorables aux aspirations nationalitaires en 1971-1972. Comme l'expliquera Jean-Pierre Le Dantec, la GP avait pour principe que « les idées justes viennent des masses », et que dès lors il fallait être à l'affût de tout ce qui provenait du peuple³⁷.

L'investissement de la LCR (Ligue communiste révolutionnaire) sur cette question est légèrement plus tardif, émergeant au second semestre de 1972³⁸ mais ne se développant réellement que dans la deuxième moitié des années 1970³⁹. Les entrepreneurs politiques sont encore une fois occitans – mentionnons Paul Alliès qui animera les *Cahiers Occitanie Rouge* (1975-1980) –, bretons – citons ainsi Roger Morin, qui créera similairement le journal *Bretagne Rouge* –, mais aussi alsaciens (avec également des *Cahiers Alsace Rouge*) et corses. Une Commission Minorités nationales est d'ailleurs mise en place par la LCR en 1975. En 1978, le parti se prononce pour l'autonomie socialiste et le « droit à l'autodétermination » pour les « peuples » de l'Hexagone victimes de « l'oppression nationale⁴⁰ ». Le cas corse est toutefois distingué, une « nationalité corse » étant reconnue, victime d'une oppression qui serait de type colonial⁴¹.

Parmi les autres organisations gauchistes à s'investir sur cette question, mentionnons enfin l'Organisation communiste des travailleurs (OCT), fusion de la Gauche ouvrière et populaire et de Révolution ! en 1976, et donc indirectement issue du PSU et de la LCR, qui affirme l'existence d'un peuple breton, d'un peuple corse, etc. D'autres organisations d'extrême gauche restent toutefois plus

35. Tudi Kernallegenn, *Drapeaux rouges et gwenn-ha-du. L'extrême gauche et la Bretagne dans les années 1970*, Rennes, Apogée, 2005.

36. Voir aussi Jean-Pierre Le Dantec, *Bretagne : re-naissance d'un peuple*, Paris, Gallimard, coll. « La France sauvage », 1974 ; Michel Le Bris, *Occitanie : volem viure !*, Paris, Gallimard, coll. « La France sauvage », 1974.

37. Cité in Tudi Kernallegenn, *Drapeaux rouges et gwenn-ha-du*, op. cit. (n. 35), p. 117.

38. Ce dont témoigne le manifeste *Ce que veut la Ligue communiste* (Poche rouge n° 1, Paris, Maspéro, 1972), qui exprime son soutien « aux luttes anti-capitalistes des mouvements dits "régionalistes" ».

39. Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 175-182.

40. LCR, *Oui, le socialisme !*, Paris, Maspéro, 1978, p. 250-269.

41. Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981)*, op. cit. (n. 39), p. 181.

réservées (PCMLF-Humanité rouge), indifférentes ou sceptiques (LO, Drapeau rouge-OCF(ml)), voire hostiles (OCI)⁴².

LE RÉGIONALISME GAUCHISTE : RÉFLÉCHIR AUX QUESTIONS SOCIALES AU PRISME DE LA RÉGION

Mais que contient idéologiquement, stratégiquement et cognitivement ce régionalisme nationalitaire développé au sein de l'extrême gauche et de la gauche alternative ? Nous sommes face à un bricolage idéologique qui repose sur plusieurs piliers : la reconnaissance de peuples régionaux et de territoires régionaux différenciés, l'adéquation entre autogestion (au niveau micro) et autonomie régionale (au niveau macro), la valorisation du slogan « Vivre et travailler au pays » (ou « *Vòlem viure al país* » en Occitanie). Si ces thèses sont influencées, voire alimentées, par les écrits régionalistes de l'époque (tout particulièrement ceux de Robert Lafont et de Morvan Lebesque⁴³) et par les élaborations doctrinales des autres gauches européennes (et notamment celles de la gauche espagnole), elles se revendiquent d'une généalogie marxiste plus ou moins hétérodoxe, remise au goût du jour notamment grâce à la publication chez François Maspero d'un livre influent sur *Les marxistes et la question nationale*⁴⁴. De Proudhon à Ernest Mandel en passant par les austro-marxistes (Otto Bauer et Karl Renner), James Connolly, Andrés Nin ou encore Antonio Gramsci, la boîte à outils est riche. Loin d'être romantique (la place donnée aux arguments historiques et culturels est secondaire) ce régionalisme se caractérise par sa dimension cognitive⁴⁵ voire stratégique.

Ce régionalisme gauchiste se construit par plusieurs étapes cognitives et s'approfondit à plusieurs niveaux. Il procède tout d'abord par une altérisation de la région, et notamment de ses habitants, pour

42. PCMLF : Parti communiste marxiste-léniniste de France ; LO : Lutte ouvrière ; OCF(ml) : Organisation Communiste de France (marxiste léniniste) ; OCI : Organisation communiste internationaliste.

43. Robert Lafont, *La Révolution régionaliste*, op. cit. (n. 16) ; Morvan Lebesque, *Comment peut-on être breton ? Essai sur la démocratie française* (1970), Paris, Seuil, 2000.

44. Georges Haupt, Michaël Löwy, Claudie Weill, *Les Marxistes et la question nationale (1848-1914)*, (François Maspero, 1974), Paris, L'Harmattan, 1997.

45. Au sens où ce régionalisme a explicitement pour raison d'être de donner sens à des phénomènes sociaux en « montrant » qu'ils ont une dimension territoriale, voire qu'ils s'expliquent par des causes territorialisées. Dans ce régionalisme, la région (le cadre territorial régional) sert directement à l'analyse politique. Ce qui ne veut pas dire qu'à l'échelle de l'acteur politique, du militant gauchiste, ce régionalisme soit dénué de dimension émotionnelle, mais que cette dimension émotionnelle n'apparaît que marginalement dans les textes.

expliciter les différences de l'espace régional (par rapport à la capitale ou aux autres régions) et leur donner sens politiquement. Altérer un territoire c'est mettre en exergue ce qui le distingue, ce qui le caractérise. Ainsi, altérer la région c'est « définir » en premier lieu une composition sociale particulière traduisant sa spécificité. C'est aussi mettre en avant les problèmes économiques, sociaux, politiques et culturels de la région par rapport à la norme, et donc poser et définir des injustices. Victimes du développement inégal du capitalisme selon l'extrême gauche, la Bretagne, la Corse ou l'Occitanie souffriraient de problèmes économiques particuliers et particulièrement aigus. Elles seraient aussi victimes des institutions d'un État, instrument du capitalisme, qui leur assignerait des « vocations » (« vocation touristique », « vocation militaire », « vocation nucléaire », etc.) renforçant leur aliénation. Enfin, elles seraient soumises à une oppression culturelle du fait d'un jacobinisme considéré comme niveleur et d'un tourisme dénoncé comme folklorisant.

Mais l'approche nationalitaire, pas plus que l'altérisation d'une région ne se limitent à une addition de problèmes. Au contraire, l'élément central de ce discours est la mise en avant des liens forts entre les problèmes, l'argumentation selon laquelle tous ces problèmes résulteraient d'une même situation territoriale « dominée ». La région n'est pas qu'un espace dans lequel se produisent des faits sociaux, mais un territoire construit par ses habitants, qui seraient confrontés aux mêmes problèmes sous des formes différentes. C'est tout l'enjeu et l'objet de l'affirmation de l'existence d'un « peuple régional » (d'un peuple breton, corse...), à la fois produit et producteur de la région. Pour le PSU Bretagne par exemple :

Ce peuple breton qui prend conscience de lui-même nous le comprenons comme l'ensemble des couches sociales qui peuvent s'unir contre l'exploitation bourgeoise et l'oppression de l'État centralisateur français.

Ses ennemis de classe sont donc :

- non seulement les sociétés multinationales et le grand capital,
- non seulement la bourgeoisie « hexagonale » et son État,
- mais aussi les capitalistes et bourgeois locaux⁴⁶.

Assimilant le peuple régional à un peuple prolétaire, exclusivement fait de dominés, l'approche nationalitaire transfère la lutte des classes du niveau vertical (entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise au pouvoir) à un niveau horizontal (entre un territoire prolétaire dominé et un centre bourgeois dominant, entre un peuple régional

46. « Résolution de la Fédération Bretonne du PSU à Mûr-de-Bretagne », *Le Combat Socialiste*, n° 790-19, novembre 1975.

dominé parce que prolétaire et un pouvoir français dominant parce qu'au service du capital). Construction sociale, la notion de « peuple breton » ou de « peuple corse » est donc pour l'extrême gauche nationalitaire un outil de lutte, reliant tous les opprimés (ou décrits comme tels) sur un même territoire.

De fait, la territorialisation des problèmes est l'élément central de l'approche nationalitaire. Territorialiser signifie inclure, enraciner, le combat dans un cadre précis. C'est percevoir la réalité à travers le cadre d'un espace socialement différencié, pour donner son efficacité au combat pour le socialisme. L'objectif de la territorialisation est aussi de favoriser la solidarité entre les diverses luttes sur un territoire donné, en donnant une conscience de ce territoire, dans le but de s'opposer à l'éparpillement des luttes. Il s'agit donc de créer un rapport de force, où l'ensemble des habitants d'une région prendrait « conscience » d'intérêts communs.

Ensuite, l'approche nationalitaire est sans ambiguïté une réflexion sur le pouvoir, sur sa légitimité, sur son organisation. Deux termes reviennent régulièrement, surtout dans la seconde moitié de la décennie, pour caractériser le cadre politique souhaité : autonomie et autogestion, qui s'opposent aux deux conceptions du pouvoir, favorisées par la gauche traditionnelle française, rejetées : l'État-nation et la centralisation (y compris donc la « nationalisation » des moyens de production). L'autonomie régionale est traduite comme une autogestion au niveau régional. Il s'agit ainsi d'un bricolage idéologique qui vise à créer une cohérence globale des partis concernés (c'est particulièrement explicite et développé pour le PSU) sur les questions de démocratie et de pouvoir politique.

Le PSU propose d'ailleurs, sur le modèle proudhonien, une pyramide ascendante des pouvoirs : « À la base, les conseils de producteurs », fondement même de l'autogestion ; puis des Conseils de quartier ou de village où « tout le monde se connaît⁴⁷ » ; puis, au dessus, les conseils communaux et régionaux qui ont un but de coordination (de l'information, des ressources, etc.). « Les régions doivent bénéficier d'une autonomie de décision importante non seulement sur le plan économique (plans et budgets régionaux), mais aussi sur le plan politique (assemblées régionales élues au suffrage direct et proportionnel) et culturel⁴⁸. »

En définitive, une réflexion politique sur le pouvoir très originale par rapport à la gauche française est développée au PSU, mais aussi, pour partie, à la LCR. Cette réflexion se caractérise par un rejet

47. *Combat Socialiste*, n° 667, 10 février 1973.

48. *Ibid.*

du « centre », de la « hiérarchie », du « pouvoir descendant », du « dirigisme », et se distingue au contraire par un attachement à une démocratie « réelle », ascendante et égalitaire. Il semble donc que de l'approche nationalitaire procède – ou qu'en tout cas cette approche témoigne – d'un paradigme naissant à gauche, bouleversant son système de valeurs. Ce paradigme s'illustrera notamment autour du slogan « Vivre, travailler et décider au pays », emblématique de la période⁴⁹, qui combine une dimension anticapitaliste (pour travailler au pays, il faut lutter au pays), une dimension environnementaliste (pour vivre au pays, il faut préserver un cadre de vie agréable) et une dimension régionaliste (pour décider au pays, il faut des institutions politiques)⁵⁰. Ce slogan, par bien des aspects, annonce donc la conversion à l'écologie politique d'une partie de la gauche.

CONCLUSION

Les années 1968 s'illustrent par une vague régionaliste dans tout le monde occidental, particulièrement notable en France parce qu'elle est en rupture avec l'idéologie jacobine et parce qu'elle est clairement ancrée à la gauche de la gauche. Le PSU a été le parti de la gauche alternative qui s'est investi le plus précocement et le plus fortement sur cette question, rejoint ensuite par la GP et la LCR. Si ce régionalisme gauchiste a des justifications culturelles et démocratiques – respect et développement des cultures populaires, autogestion des questions territoriales par ceux qui sont concernés –, il a aussi une dimension cognitive et stratégique. Il s'agissait tout d'abord de territorialiser les problèmes sociaux pour démontrer leurs sources dans le développement inégal du capitalisme. Il s'agissait également de suggérer que l'État n'était pas qu'un instrument dans les mains des capitalistes, mais aussi un acteur direct de l'oppression des périphéries

49. Popularisé par les militants occitans au début de la décennie, il est ensuite diffusé dans les autres régions, et singulièrement en Bretagne, notamment par le biais de la CFDT et du PSU. Alain Touraine, François Dubet, Zsuzsa Hegedus, Michel Wieviorka, *Le pays contre l'État. Luttes occitanes*, Paris, Seuil, 1981 ; Wanda Holohan, Louis Quéré, « Volèm viure al país : du mythe à l'utopie », *Pluriel*, n° 16, 1978, p. 9-22.

50. Huguette Bouchardeau et Paul Tréguer (respectivement secrétaire nationale du PSU et secrétaire du PSU-Bretagne) expliquent ainsi en 1980 : « Vivre au pays implique : un emploi pour tous et toutes au pays ; des énergies alternatives au pays ; un développement économique plus autonome au pays ; un réel pouvoir de décision au pays. Pour vivre et travailler au pays, il faut décider au pays ». Huguette Bouchardeau, Paul Tréguer, *Pour que vivent les régions !*, Paris, Syros, 1980.

par ses politiques centralisatrices et uniformisantes. Il s'agissait enfin de susciter une fusion des différentes luttes locales en des mouvements sociaux régionaux, qui pourraient être le fer de lance de la Révolution.

Cette réhabilitation du régionalisme va toucher toute la gauche française, *a fortiori* à partir de 1974 quand, à l'issue des Assises du socialisme, toute une partie du PSU autour de Michel Rocard rejoint le Parti socialiste. Nombre des revendications régionalistes de gauche élaborées au cours des années 1960-1970 sont appliquées – certes *a minima* – par le PS dans la décennie ultérieure : lois de décentralisation de 1982-1983, qui transforment la région en une collectivité territoriale de plein exercice ; attitude plus favorable vis-à-vis des langues régionales, notamment dans l'enseignement (avec l'ouverture par exemple d'écoles bilingues publiques), etc.⁵¹. Les Verts, largement héritiers de cette effervescence idéologique des années 1970, intègrent de manière plus globale encore cet héritage, aussi bien au niveau institutionnel, en défendant un fédéralisme différencié, que culturel, en promouvant le renforcement de la place des langues régionales dans l'espace public.

Tudi Kernalegenn est Docteur en science politique de l'IEP de Rennes. Ses travaux portent sur la territorialisation des phénomènes politiques. Il est actuellement chercheur postdoctoral Marie Curie à l'Université catholique de Louvain (Belgique), membre du CESPOL (Centre de Science Politique et de Politique Comparée). Il est notamment l'auteur de plusieurs publications sur l'extrême gauche, l'écologie, le régionalisme ou le PSU dont *Drapeaux rouges et gwenn-ha-du. L'extrême gauche et la Bretagne dans les années 1970*, Rennes, Apogée, 2005 ; *Le Parti Socialiste Unifié vu d'en bas : réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010 (livre codirigé avec François Prigent, Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier) et *Histoire de l'écologie en Bretagne*, Rennes, Éditions Goater, 2014. Il a également publié dans diverses revues à comité de lecture, dont *Regional and Federal Studies*, *Parlement(s)* et *Civitas Europa*.

51. À partir de la fin des années 1980, toutefois, la gauche (et tout particulièrement le PS) connaît un nouveau tournant idéologique, revenant largement à ses positions traditionnelles sur la question nationale : la promotion du pluralisme culturel et du droit à la différence est abandonnée au profit d'une défense de la seule culture nationale française. Lire à ce sujet : Vincent Martigny, *Dire la France. Culture(s) et identités nationales (1981-1995)*, Paris, Les Presses de SciencesPo, 2016.

RÉSUMÉ

Les années 1968 sont marquées par une vague régionaliste dans tout le monde occidental, particulièrement notable en France parce qu'elle est en rupture avec l'idéologie « jacobine » et parce qu'elle est clairement ancrée à gauche. Plusieurs causes permettent de la comprendre, telles que la « découverte » de l'aménagement du territoire dans les années d'après-guerre, les changements socio-économiques des Trente Glorieuses, l'influence des luttes de décolonisation ou encore l'impact de Mai 68. Plus que tout autre parti, c'est le PSU qui symbolise l'intégration de la question régionale à gauche. Son élaboration doctrinale se fait en deux étapes, productrices de deux héritages : il développe tout d'abord un régionalisme démocratique et légitimiste en 1966-1967, avant d'élaborer une approche nationalitaire plus révolutionnaire en 1971-1974. Progressivement, d'autres organisations de gauche et d'extrême gauche intègrent également une réflexion en nouveauté sur la question régionale. Si ce régionalisme gauchiste a des justifications culturelles et démocratiques – respect et développement des cultures populaires, autogestion des questions territoriales par ceux qui sont concernés –, il a aussi une dimension cognitive et stratégique. L'objectif est de territorialiser les problèmes sociaux pour démontrer qu'ils sont le produit du développement inégal du capitalisme ; d'affirmer que l'État n'est pas qu'un instrument dans les mains des capitalistes, mais aussi un acteur direct de l'oppression des périphéries par ses politiques centralisatrices et uniformisantes ; et enfin d'espérer qu'une fusion des différentes luttes locales en des mouvements sociaux régionaux aidera à faire avancer l'agenda révolutionnaire.

Mots-clefs : Années 1968, extrême gauche, régionalisme, Parti socialiste unifié (PSU), mouvement social, minorité nationale.

ABSTRACT

The Far Left and the Regional issue in the 1968s

The 1960s and 1970s are characterised by a regionalist wave throughout the Western world, particularly notable in France because it breaks with the "Jacobin" ideology, that is, the traditional conception of France as a united, indivisible and centralized nation, and because it is clearly left-wing. Several causes make it possible to understand this wave, such as the "discovery" of regional planning in the post-war years, the socio-economic upheavals experienced during the 1950s and 1960s quick expansion, the influence of the decolonization struggles and the ideological impact of May 68.

One party symbolizes the integration of the regional issue on the left: Michel Rocard's Parti Socialiste Unifié (PSU). Its doctrinal elaboration is done in two stages, producing two legacies. It first developed a democratic and legitimist regionalism in 1966-1967, affirming the need for democratic regional institutions to revive French democracy and rebalance the French territory. These positions ensured its original identity within the French left. Then the party elaborated a more revolutionary nationalitarian approach in 1971-1974, denouncing the internal colonialism experienced by the national minorities in France, asserting the plurinational character of France. Progressively, other leftist organizations would also incorporate a new stance on the regional issue, among them the Maoist Gauche Prolétarienne (GP) or the Trotskyist Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR).

If this leftist regionalism has cultural and democratic justifications – respect for and development of popular cultures, self-management of territorial issues by those who are concerned – it also has a cognitive and strategic dimension. The goal is to

territorialize social problems to show that they are the product of the unequal development of capitalism; to affirm that the State is not only an instrument in the hands of the capitalists, but also a direct actor of the oppression of the peripheries by its centralizing and uniformizing policies; and finally to hope that a fusion of the different local struggles into regional social movements could be the spearhead of the Revolution.

This rehabilitation of regionalism will affect the entire French left. Many of the left-wing regionalist demands elaborated during the 1960-1970s were to be implemented – admittedly at the minimum – by the French Socialist Party in the 1980s. The Greens incorporated this heritage even more comprehensively, at the institutional level, by defending asymmetric federalism, and at a cultural level, by promoting the strengthening of the place of regional languages in the public sphere.

Keywords: 1960s and 1970s, Far left, regionalism, Parti socialiste unifié (PSU), social movements, national minority.

